

AGIR / REAGIR

Le kit pour contrer le système fermes-usines



AGIR / REAGIR

Le kit pour contrer le système fermes-usines

Ce kit apporte des outils et des conseils pour contrer médiatiquement, administrativement et juridiquement des projets de fermes-usines.

Bonjour,

Vous cherchez comment vous y retrouver et agir ?
Par quel bout prendre les choses ?

A partir de l'expérience de militants, nous avons rédigé ce kit pour vous éclairer et vous donner des moyens d'action.

L'agro-industrie est une chaîne faite d'élevages industriels, de méthaniseurs, de piscicultures hors-sol, d'usines d'aliments, de serres géantes...

Toutes ces installations produisent les mêmes effets depuis des décennies : la déstructuration rurale, la dévalorisation du métier de paysan.ne, une pollution chronique et massive des sols, de l'eau, de l'air avec des conséquences sanitaires désastreuses pour la santé des populations.

Notre collectif a l'ambition de modifier les rapports de force en place et de faire émerger d'autres modèles agricoles.
Ce kit vous offre la possibilité d'agir avec nous dans ce sens.

À bientôt !

Au sommaire

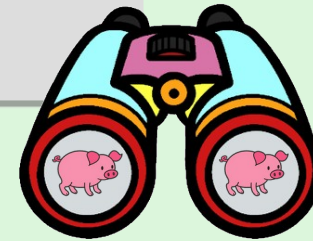
① Savoir ce qui se passe autour de chez soi ou plus loin

② Connaître le déroulé administratif d'un projet pour agir au bon moment

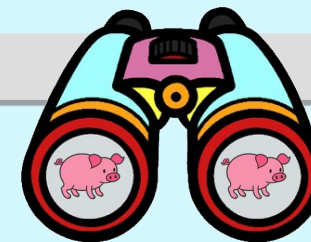
③ Comment agir aux différentes phases d'un projet



1 Savoir ce qui se passe autour
de chez soi ou plus loin.



① Savoir ce qui se passe autour de chez soi ou plus loin



Élevages industriels, méthaniseurs, piscicultures, usines de l'agro-industrie, toutes les fermes-usines sont inscrites dans le registre des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). Voici quelques outils pour savoir ce qui existe sur un territoire donné.

Utiliser les outils officiels

GEORISQUES.FR

1- choisissez « expert »
et accédez à la carte
interactive et zoomez
sur la Bretagne

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

GÉORISQUES Géorisques
Mieux connaître les risques sur le territoire

Contact Paramètres d'affichage

Rechercher

Particulier Collectivité **Expert**

Expert > Accéder à la carte interactive, aux bases de données et à l'API

Accéder à la carte interactive, aux bases de données et à l'API

Partager la page

Vous voulez construire votre propre carte des risques, télécharger nos données en Open Data, ou vous connecter à notre API ? Retrouvez ici tout ce qu'il faut pour accéder à nos données "Expert".

Carte interactive Bases de données Accéder aux données via l'API

1 →

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

GÉORISQUES Géorisques
Mieux connaître les risques sur le territoire

Contact Paramètres d'affichage

Rechercher

Particulier Collectivité **Expert**

Expert > Accéder à la carte interactive, aux bases de données et à l'API > Carte interactive

Carte interactive

Partager la page

Rechercher par nom de lieu

Filtrer les couches

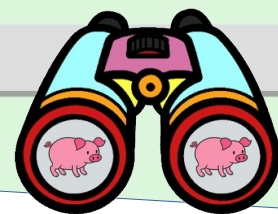
- Argiles
- Avalanches
- Cavités
- Inondation
- Installations industrielles**
- Mouvements de terrain
- Plan de prévention

2

3

2- ouvrez le volet de gauche et 3- cliquez sur l'oeil « installations industrielles », zoomez

① Savoir ce qui se passe autour de chez soi ou plus loin



4- cliquez sur la carte et repliez le volet gauche

5- ouvrez la fiche de l'établissement

GÉORISQUES Accueil Mes risques S'informer Données Aide

Accueil > Données > Cartes Interactives

4

Etablissements déclarants des rejets et tra

Lat: 48.283 - Long: -3.629

EARL LOSTANLEN
Activité principale: Élevage de porcs
Plus d'infos:
Accès à la fiche établissement
Téléchargement des données

5

EARL SAINT NICOLAS
Activité principale: Élevage de volailles
Plus d'infos:
Accès à la fiche établissement
Téléchargement des données

EARL LOSTANLEN
Activité principale: Élevage de porcs
Plus d'infos:
Accès à la fiche établissement
Téléchargement des données

FICHE DESCRIPTIVE DE L'ETABLISSEMENT

EARL LOSTANLEN

SIRET : 40483297400012
Code inspection : 29102009
Mise à jour : année 2020

Localisation

Adresse : BEL AIR 29530 Kergloff
Département : FINISTERE
Région : BRETAGNE
Coordonnées (x/y) : 157534/2380725
Système de coordonnées : Lambert II Etendu

Activités

Activité APE principale : 01.46Z - Élevage de porcs
Activité E-PRTR principale (le cas échéant) : 7.(a).(ii) - disposant de 2 000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kg)
Etablissement soumis à la directive Quotas CO2 : Non

Emissions et polluants

Emission dans l'Air

| Polluant | Unité | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 19 - Ammoniac (NH3) | kg/an | 12900 | 26300 | 26800 | 26100 | 28100 | 28200 |

Milieu de rejet des émissions dans l'eau

« Georiques » donne un bon aperçu de ce que l'on peut trouver autour de chez soi mais il est difficile d'aller au-delà de présentations qui restent assez sommaires.

Le site de la MRAe peut vous en dire plus si cette structure a émis un avis sur un projet depuis 2018.
Avis de la MRAe. Utilisez

RECHERCHER OK

pour aller plus vite dans vos recherches.



Pour aller plus loin

Sur les sites des préfectures, les dossiers récents et complets sont disponibles en téléchargement :
Préfecture des Côtes d'Armor,
Préfecture du Finistère,
Préfecture d'Ille et Vilaine,
Préfecture de la Loire-Atlantique,
Préfecture du Morbihan.
Saisir le nom d'une commune, dun GAEC,... pour aller plus vite

recherche ok

Et aussi

Voici une autre **carte** (géoportail) avec les espaces protégés, les cours d'eau réglementaires et les pentes de plus de 10 % (réf. plans d'épandage).

2

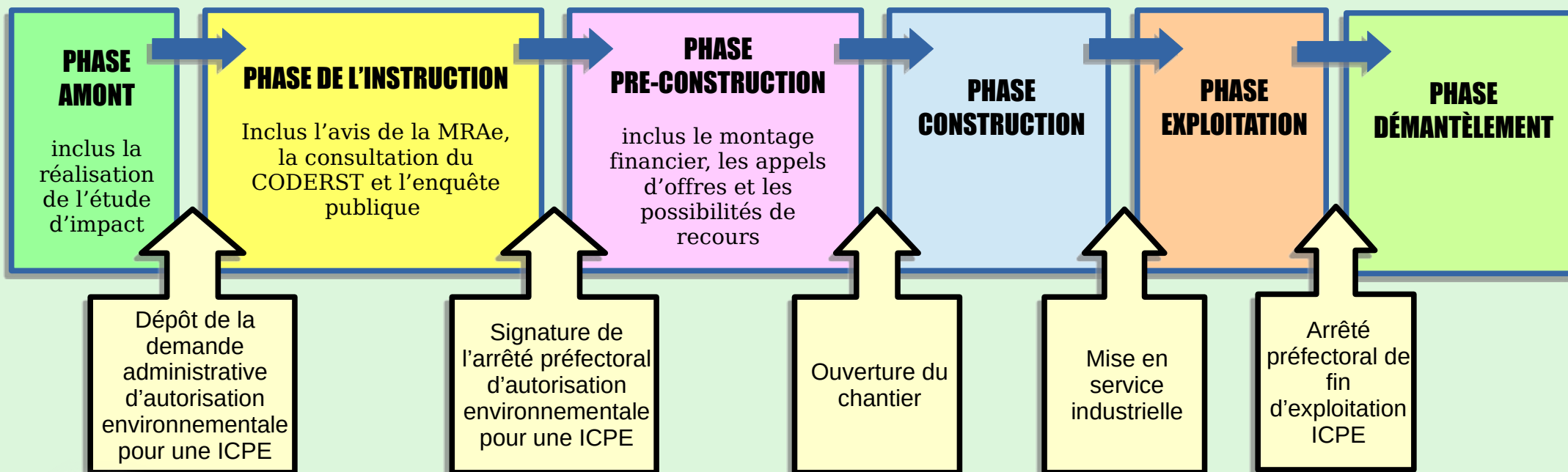
Connaître le déroulé
administratif d'un projet
pour agir au bon moment



② Connaître le déroulé administratif d'un projet pour agir au bon moment

Élevages industriels, méthaniseurs, piscicultures, usines de l'agro-industrie, toutes les fermes-usines entrent dans la procédure des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

Déroulé d'un projet d'ICPE en régime **Autorisation**



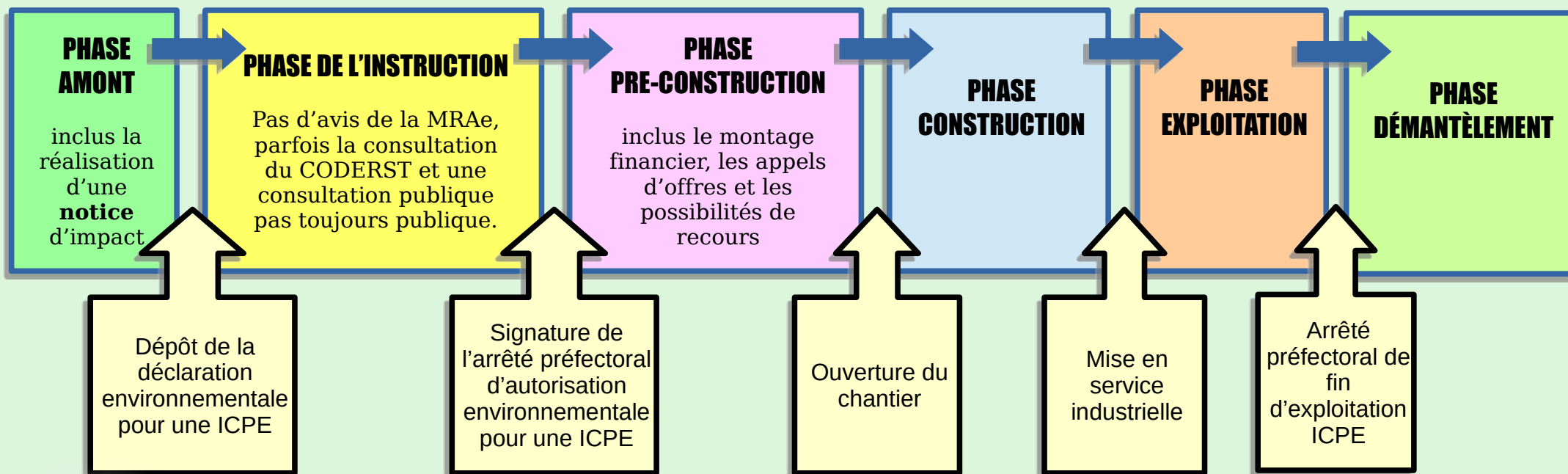
C'est ce régime (autorisation) qui offre le plus de moyens d'expression au public et les plus fortes exigences méthodologiques vis-à-vis de l'environnement.



② Connaître le déroulé administratif d'un projet pour agir au bon moment

Élevages industriels, méthaniseurs, piscicultures, usines de l'agro-industrie, toutes les fermes-usines entrent dans la procédure des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

Déroulé d'un projet d'ICPE en régime **Enregistrement ou Déclaration**



Ces deux régimes (enregistrement ou déclaration) sont souvent utilisés pour faire passer plus facilement des projets « saucissonnés » à fort impact environnemental.





③ Comment agir aux différentes phases d'un projet

③ Comment agir aux différentes phases d'un projet

PHASE « AMONT »

inclus la
réalisation
de l'étude
d'impact

En quoi consiste cette phase ?

Souvent sur les conseils d'acteurs de l'agro-industrie ou d'une banque, **un porteur de projet** élabore un projet jugé économiquement intéressant.

Pour monter son dossier de demande d'autorisation, il commande une étude d'impact à un bureau d'étude qui prépare une demande d'Autorisation Environnementale pour une ICPE. Selon le sérieux de la démarche, l'étude d'impact dure entre 2 mois à plus d'un an.

Une fois prête, le porteur de projet dépose sa demande auprès des services administratifs (DDPP ou DDCSPP du département concerné ou DREAL).

Comment être informé ?

Durant cette phase amont, aucune information n'est accessible tant qu'une demande n'est pas déposée auprès de l'administration par le porteur de projet. Seules les rumeurs ou les fuites dans la presse ou émanant d'une présentation en mairie permettent de savoir qu'un projet se prépare.

Agir dès cette phase ?

OUI !

- Agir 1 : si vous avez des infos sur le projet, vous pouvez déjà constituer un 1^{er} groupe de personnes motivées pour ensuite passer à l'action. Ce premier groupe pourra être le noyau d'**un collectif** qui pourra s'élargir au fil du temps.
- Agir 2 : préparer un argumentaire le plus solide possible et lancer une pétition auprès des riverains du projet ou sur internet. Prenez contact avec des collectifs ou des associations expérimentés. Ne restez pas isolé dans vos démarches.
- Agir 3 : demander un rendez-vous avec le maire de la commune et écrivez aux Conseillers Municipaux pour dire vos inquiétudes, vos exigences d'être consultés. Demander une réunion publique avant le dépôt de la demande administrative. Faites connaître vos démarches par voie de presse et sur internet.
- Agir 4 : si vous connaissez le porteur de projet, adressez-lui un courrier en recommandé pour demander des informations précises sur son projet : l'étude d'impact est-elle en cours de rédaction ? Sur quelle base de projet ? Quels sont les terrains concernés ? Qui est le bureau d'étude mandaté ? Quelle est la méthodologie de l'étude d'impact et son calendrier ? Quelles banques sont impliquées ? Quels sont les partenaires impliqués dans le projet ? Même si votre demande reste lettre-morte, elle fera son effet et vous pourrez dénoncer le manque de transparence du porteur de projet. Si vous avez une réponse, contactez par courrier le bureau d'étude, la banque, les partenaires et demandez des détails sur le projet en mentionnant vos inquiétudes et exigences. Faites connaître vos démarches à la presse et par internet.
- Agir 5 : si vous voulez contester la future autorisation administrative du projet par un recours au Tribunal Administratif, il faut que votre association soit créée et déclarée **avant l'annonce de l'enquête publique** ([modèle de statuts ici](#)).

Légende

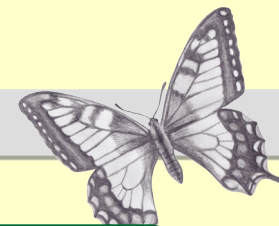
Agir : levier médiatique

Agir : levier administratif

Agir : levier juridique



③ Comment agir aux différentes phases d'un projet



PHASE DE « L'INSTRUCTION »

inclus l'avis de la MRAe,
la consultation du
CODERST et l'enquête
publique

En quoi consiste cette phase ?

Le porteur de projet a déposé sa demande auprès des services administratifs (DDPP ou DDCSPP du département concerné ou DREAL). S'enclenche alors l'instruction administrative de son dossier. Selon son importance et les domaines qu'il couvre, il relèvera du régime d'autorisation simplifiée (E) ou d'autorisation (A) ou d'enregistrement (E) ou de déclaration (D). Il fera l'objet alors d'avis administratifs de la part de différents services dont la **MRAe** qui réalise une expertise indépendante du service instructeur.

Si le projet entre dans le régime A, il y aura consultation du **CODERST** et organisation d'une **enquête publique**.

Comment être informé ?

Avant l'avis d'enquête publique, il est bien difficile d'obtenir des infos. Toutefois, le site de la **MRAe rend public ses avis** en amont des enquêtes publiques.

Dans les journaux, les annonces légales informent des prochaines enquêtes. Sur les sites des préfectures, les dossiers complets sont disponibles en téléchargement :

Préfecture des Côtes d'Armor,
Préfecture du Finistère,
Préfecture d'Ille et Vilaine,
Préfecture de la Loire-Atlantique,
Préfecture du Morbihan.

Agir à cette phase ?

OUI !

- Agir 1 : **consulter régulièrement les avis de la MRAe pour connaître les points faibles du dossier.** En faire la liste et communiquer pour mobiliser et préparer des dépositions à l'enquête publique.
- Agir 2 : **consulter les avis d'enquêtes publiques dans les journaux ou en mairie et sur les sites des préfectures. Télécharger le dossier complet pour en disposer pendant et après l'enquête publique.** Organisez un groupe de personnes qui peuvent faire la liste des points faibles ou de questionnements pour faire des dépositions à l'enquête, Recrutez en regardant quelles sont les personnes qui ont fait des dépositions.
- Agir 3 : **contrôler l'affichage sur place. Il doit répondre à des dimensions minimales. Si ce n'est pas le cas, prenez des photos avec un mètre à côté et faite une déposition au Commissaire-Enquêteur pour demander l'annulation de l'enquête.**
- Agir 4 : **écrire aux Conseils Municipaux des communes mentionnées dans l'avis d'enquête. Ils donneront leurs avis au Préfet en parallèle de l'enquête publique.**
- Agir 5 : **demande une réunion publique et une prolongation de l'enquête au Commissaire-Enquêteur.**
- Agir 6 : **organiser un rassemblement d'opposition festive et de débat en cours d'enquête. Communiquer par la presse et les réseaux.**
- Agir 7 : **après l'enquête publique, prenez contact avec les représentants des associations agréées de protection de l'environnement qui siègent au CODERST de votre département et préparer ensemble les questions à soulever lors du passage du projet devant ce Conseil départemental.**
- Agir 8 : **prenez rendez-vous discrètement avec la banque qui finance le projet pour lui exposer les failles relevées et les recours juridiques qui s'en suivront et annuleront possiblement l'autorisation préfectorale. Demander la suspension des accords de prêts tant que le projet n'est pas purgé de tout recours.**

Légende

Agir : levier médiatique

Agir : levier administratif

Agir : levier juridique

Le conseil du coin :

Bien lire l'étude d'impact avant de faire vos dépositions à l'enquête et poser des critiques ou des questions bien ciblées (non-générales). Les études d'impact sont toujours bien lisses et ennuyeuses si on n'a pas des clés de lecture. Vous pouvez lire notre guide « **Pointer les failles des études d'impact** ».

③ Comment agir aux différentes phases d'un projet

PHASE PRE-CONSTRUCTION

inclus le montage financier, les appels d'offres et les possibilités de recours

En quoi consiste cette phase ?

Le porteur de projet a obtenu l'arrêté d'autorisation environnementale. Si la banque est peu regardante sur le niveau de risque du projet, le prêt peut être débloqué à tous moments et les premiers travaux peuvent être lancés. Sinon, elle attendra que le projet soit purgé de tous recours pour ne pas prendre de risque. La phase de pré-construction permet d'affiner le montage financier à partir de devis actualisés aux tarifs du moment. C'est durant cette période que les contrats et conventions sont signés (convention de prêt, commande de matériel et de travaux, contrat d'intégration). L'objectif va être de construire le plus vite possible pour commencer à rembourser les prêts.

Comment être informé ?

Cette phase n'implique pas ou très peu des services de l'État et il est donc très difficile d'avoir des informations sinon par la rumeur locale.

Agir à cette phase ?

OUI !

- Agir 1 : déposer un recours au Tribunal Administratif :
 - Un délai de 4 mois pour déposer un recours contre l'autorisation administrative court à partir de la date de publication de l'arrêté. Un recours gracieux permet de gagner du temps pour s'organiser et ensuite déposer un recours contentieux. Le recours doit être porté par des personnes physiques habitant proches du lieu du projet ou par des associations avec des statuts adaptés.
 - Un dossier de demande d'aide juridictionnelle peut aussi être constitué pour ne pas payer l'avocat.e en charge du dossier. Ce qui n'empêche pas d'être efficace si le dossier est bien préparé.
 - Pour tous les cas de recours, il est conseillé de se faire aider pour trouver les arguments juridiques et les pièces pouvant étayer les mémoires à produire par l'avocat.e.
- Agir 2 : Avec un dépliant détaillant le projet, ses failles, ses appuis et le contact du collectif local, organisez un porte-à-porte le plus large possible, avec une invitation à une réunion publique ou une randonnée publique autour du projet avec des haltes thématiques (l'eau, l'air, les voies d'accès,...).
- Agir 3 : Une demande de rencontre avec le Conseil Municipal peut être formulée pour demander une délibération s'opposant au projet pour x raisons (à détailler) et pour pousser chaque conseiller à prendre position publiquement. Faire connaître cette demande par voie de presse.
- Agir 4 : des panneaux, des banderoles et autres marquages sont bien utiles pour ne pas se faire oublier (dans le respect des convenances).
- Agir 5 : si votre lutte a pris un poids local, vous pouvez lancer un rassemblement d'opposition avec un côté festif et accueillant pour rassembler. N'oubliez pas les réseaux, la presse et tous les moyens de faire parler de votre lutte.

Légende

Agir : levier médiatique

Agir : levier administratif

Agir : levier juridique



③ Comment agir aux différentes phases d'un projet

PHASE CONSTRUCTION

En quoi consiste cette phase ?

Le porteur de projet a déposé sa demande auprès des services administratifs (DDPP ou DDCSPP du département concerné ou DREAL). S'enclenche alors l'instruction administrative de son dossier. Selon son importance et les domaines qu'il couvre, il relèvera du régime d'autorisation simplifiée (E) ou d'autorisation (A) ou d'enregistrement (E) ou de déclaration (D). Il fera l'objet alors d'avis administratifs de la part de différents services dont la **MRAe** qui réalise une expertise indépendante du service instructeur.

Si le projet entre dans les régime A et E, il y aura consultation du **CODERST** et organisation d'une **enquête publique**.

Comment être informé ?

Avant l'avis d'enquête publique, il est bien difficile d'obtenir des infos. Toutefois, le site de la **MRAe rend public ses avis** en amont des enquêtes publiques.

Dans les journaux, les annonces légales informent des prochaines enquêtes. Sur les sites des préfectures, les dossiers complets sont disponibles en téléchargement :

Préfecture des Côtes d'Armor,
Préfecture du Finistère,
Préfecture d'Ille et Vilaine,
Préfecture de la Loire-Atlantique,
Préfecture du Morbihan.

Agir à cette phase ?

OUI !

- Agir 1 : **consulter régulièrement les avis de la MRAe pour connaître les points faibles du dossier.** En faire la liste et communiquer pour mobiliser et préparer des dépositions à l'enquête publique.
- Agir 2 : **consulter les avis d'enquêtes publiques dans les journaux et sur les sites des préfectures. Télécharger le dossier complet pour en disposer pendant et après l'enquête publique.** Organisez un groupe de personnes qui peuvent faire la liste des points faibles ou de questionnements pour faire des dépositions à l'enquête, Recrutez en regardant quelles sont les personnes qui ont fait des dépositions.
- Agir 3 : **contrôler l'affichage sur place. Il doit répondre à des dimensions minimales. Si ce n'est pas le cas, prenez des photos avec un mètre à côté et faite une déposition au Commissaire-Enquêteur pour demander l'annulation de l'enquête.**
- Agir 4 : **écrire aux Conseils Municipaux des communes mentionnées dans l'avis d'enquête. Ils donneront leurs avis au Préfet en parallèle de l'enquête publique.**
- Agir 5 : **demande une réunion publique et une prolongation de l'enquête au Commissaire-Enquêteur.**
- Agir 6 : **organiser un rassemblement d'opposition festive et de débat en cours d'enquête. Communiquer par la presse et les réseaux.**
- Agir 7 : **après l'enquête publique, prenez contact avec les représentants des associations agréées de protection de l'environnement qui siègent au CODERST de votre département et préparer ensemble les questions à soulever lors du passage du projet devant ce Conseil départemental.**
- Agir 8 : **prenez rendez-vous discrètement avec la banque qui finance le projet pour lui exposer les failles relevées et les recours juridiques qui s'en suivront et annuleront possiblement l'autorisation préfectorale. Demander la suspension des accords de prêts tant que le projet n'est pas purgé de tout recours.**

Légende

Agir : levier médiatique

Agir : levier administratif

Agir : levier juridique

Le conseil du coin :

Bien lire l'étude d'impact avant de faire vos dépositions à l'enquête et poser des critiques ou des questions bien ciblées (non-généralistes). Les études d'impact sont toujours bien lisses et ennuyeuses si on n'a pas des clés de lecture. Vous pouvez lire notre guide « **Pointer les failles des études d'impact** ».